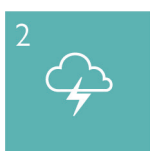


## 26.

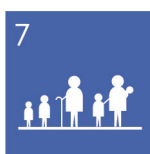
## Migration due au changement climatique et à la dégradation de l'environnement sur la route de la Méditerranée centrale

Barbara Bendandi<sup>1</sup>

OBJECTIFS DU PACTE MONDIAL  
POUR LES MIGRATIONS



FACTEURS  
NÉGATIFS



FACTEURS DE  
VULNÉRABILITÉ

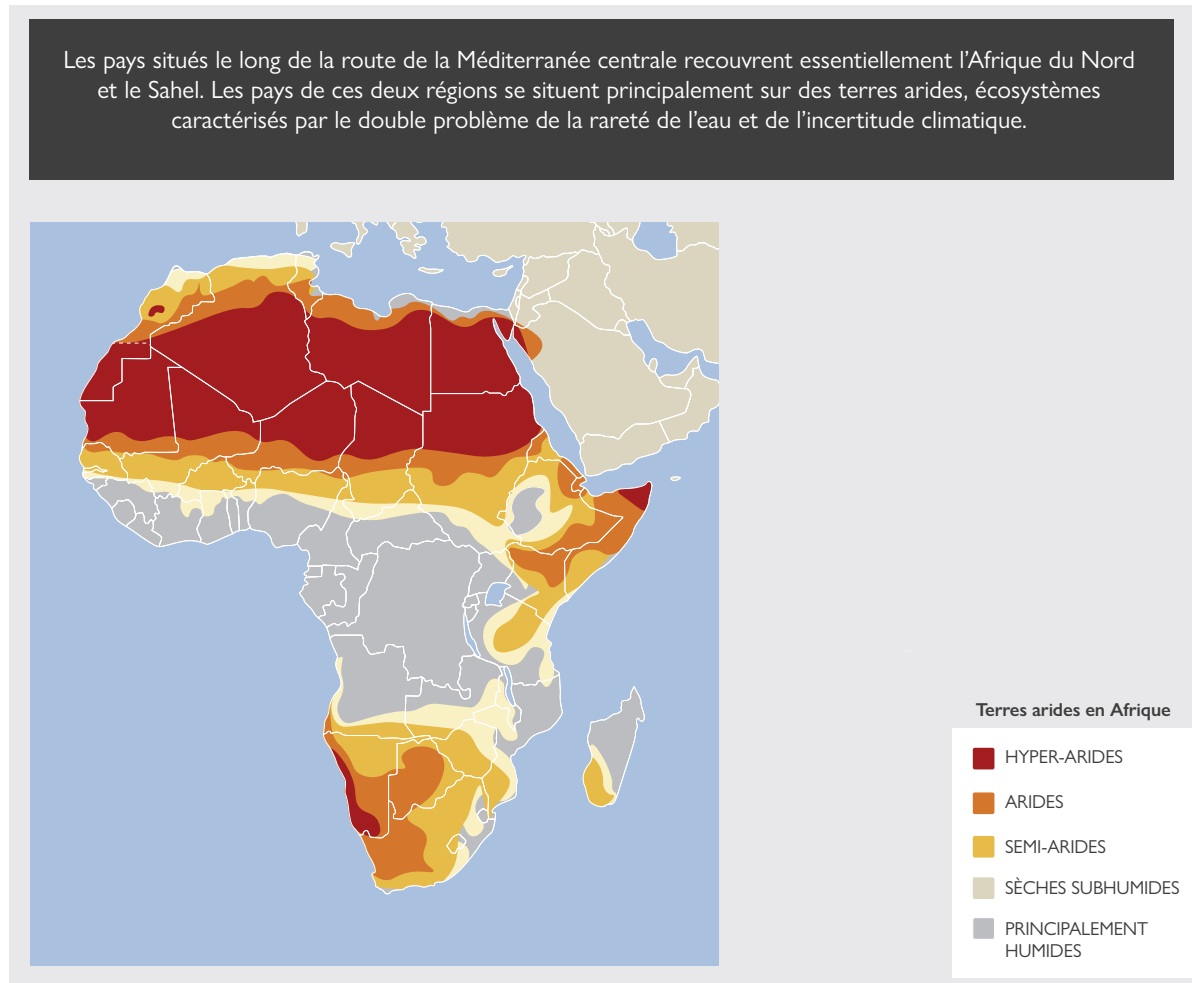
*Résumé* : Le présent chapitre étudie l'incidence des facteurs climatiques et environnementaux sur la migration dans les pays situés le long de la route de la Méditerranée centrale. S'appuyant sur une analyse de la littérature sur le sujet, il met en relief la complexité de ces liens, notamment les répercussions du climat sur les conflits et l'influence des conflits sur la migration. La dégradation des terres, l'insécurité foncière et l'absence de précipitations sont les principaux moteurs de la migration environnementale, tandis que la fertilité et la productivité des terres sont des facteurs d'attraction majeurs. Ces résultats font apparaître que le discours européen qui présente la migration le long de la route de la Méditerranée centrale comme un phénomène essentiellement « économique » néglige souvent d'importants facteurs, tels que les aspects climatiques et environnementaux. Il importe d'élargir la compréhension du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, et de soutenir des initiatives visant à créer des possibilités de revenu par la restauration des terres et des écosystèmes – telles que l'Initiative de l'OIM sur la soutenabilité, la stabilité et la sécurité, décrite plus loin.

### 26.1. Introduction : Climat et conditions environnementales sur la route de la Méditerranée centrale

Les pays situés le long de la route de la Méditerranée centrale recouvrent essentiellement l'Afrique du Nord et le Sahel, soit une superficie de 6 000 km d'ouest en est et de 3 000 km du nord au sud. Les pays de ces deux régions se situent principalement sur des terres arides, écosystèmes caractérisés par le double problème de la rareté de l'eau et de l'incertitude climatique. Alors que les pays du Sahel figurent tous parmi les pays qui se trouvent en queue du classement de l'indice de développement humain 2018 du Programme des Nations Unies pour le développement, ceux d'Afrique du Nord obtiennent de bien meilleurs résultats. Tous les pays du Sahel, à l'exception du Sénégal, sont cités comme soulevant de graves préoccupations dans l'indice 2019 de la faim dans le monde 2017 (Indice de la faim dans monde, 2019).

<sup>1</sup> Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

Figure 26.1. Zones arides en Afrique



Source : GIEC, 2019, pp. 3-11.

Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

Toutefois, le Sahel n'a pas toujours été connu pour sa pauvreté. Jusqu'au XXe siècle, il était autosuffisant en matière de production alimentaire, et exportait même une partie de ses récoltes (Descroix et Lambert, 2018). Les agriculteurs et les éleveurs ont toujours prospéré sur les terres arides en adaptant leurs modes de vie, en plantant des cultures résistantes à la sécheresse, et en pratiquant le captage de l'eau et l'irrigation sélective pour atténuer les difficultés liées à une vie dans des conditions éprouvantes (CNULCD, 2017).

Les mouvements nomades ou les migrations occasionnelles font aussi partie des stratégies de subsistance adoptées par les individus ou les ménages vivant sur des terres arides (Abdelali-Martini et Hamza, 2014). En Afrique de l'Ouest, les populations rurales ont souvent recours à la migration pour faire face au caractère saisonnier du climat (Barbier *et al.*, 2009), en envoyant les jeunes adultes dans les villes à la saison sèche pour réduire la demande pesant sur les réserves alimentaires du ménage, dans l'espoir qu'ils gagnent de l'argent (Rain, 1999).

Le malheur qui s'abat sur le Sahel s'explique en partie par les effets du changement climatique : les 25 années de sécheresse qui ont frappé le Sahel de 1968 à 1993 ont contribué à l'effondrement des sociétés rurales (Descroix et Lambert, 2018), dont les mécanismes de survie se sont révélés insuffisants pour faire face aux conséquences du changement climatique.

Les pays situés sur la route de la Méditerranée centrale sont particulièrement vulnérables au changement climatique à cause de leur forte dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale, qui représente 40 % du produit intérieur brut (PIB) combiné du Sahel et emploie plus de 70 % de la main-d'œuvre au Niger, au Burkina Faso, au Mali et au Tchad (Sartori et Fattibene, 2019). Les températures de la région sont en hausse. Depuis 1950, les stations météorologiques situées en Afrique de l'Ouest ont mesuré une augmentation d'environ 1 °C dans l'ensemble de la région (Morice *et al.*, 2012), et de 1,5 °C à 2 °C au Sahel. Les relevés mensuels des températures font apparaître que les mois les plus chauds de l'année – avril, mai et juin – ont enregistré des hausses plus marquées encore, pouvant aller jusqu'à 3 °C (Guichard *et al.*, 2015). D'après Niang *et al.* (2014), les températures moyennes dans la région devraient augmenter de 1,5 °C à 4 °C d'ici le milieu du siècle par rapport à la période de 1986-2005. Le nombre de jours de vagues de chaleur devrait lui aussi s'accroître fortement d'ici à 2050, en particulier dans l'ouest du Sahel (Vizy et Cook, 2012).

Les répercussions de cette augmentation de la température sur la pluviosité sont moins claires. On s'attend à une forte hausse de la variabilité climatique, ce qui provoquera des sécheresses et des épisodes de forte pluie plus fréquents (GIEC, 2014), un dérèglement des saisons des plantations et des récoltes et, par conséquent, une diminution des rendements et une baisse du revenu des ménages. Au Ghana, la dégradation des terres a fait chuter les revenus agricoles de 4,2 milliards de dollars É.-U. entre 2006 et 2015, et la pauvreté a augmenté de 5,4 % au cours de la même période à cause de divers facteurs, dont la dégradation des terres. Le coût annuel de la dégradation des terres a été estimé à environ 0,5 % du PIB en Tunisie et au Maroc (GIEC, 2019) et atteindrait jusqu'à 20 % au Burkina Faso (CNULCD, 2017). Des études ont constaté que le changement climatique influe sur la migration en réduisant le rendement des cultures (Cai *et al.*, 2016) et le PIB par habitant (Cattaneo et Peri, 2016).

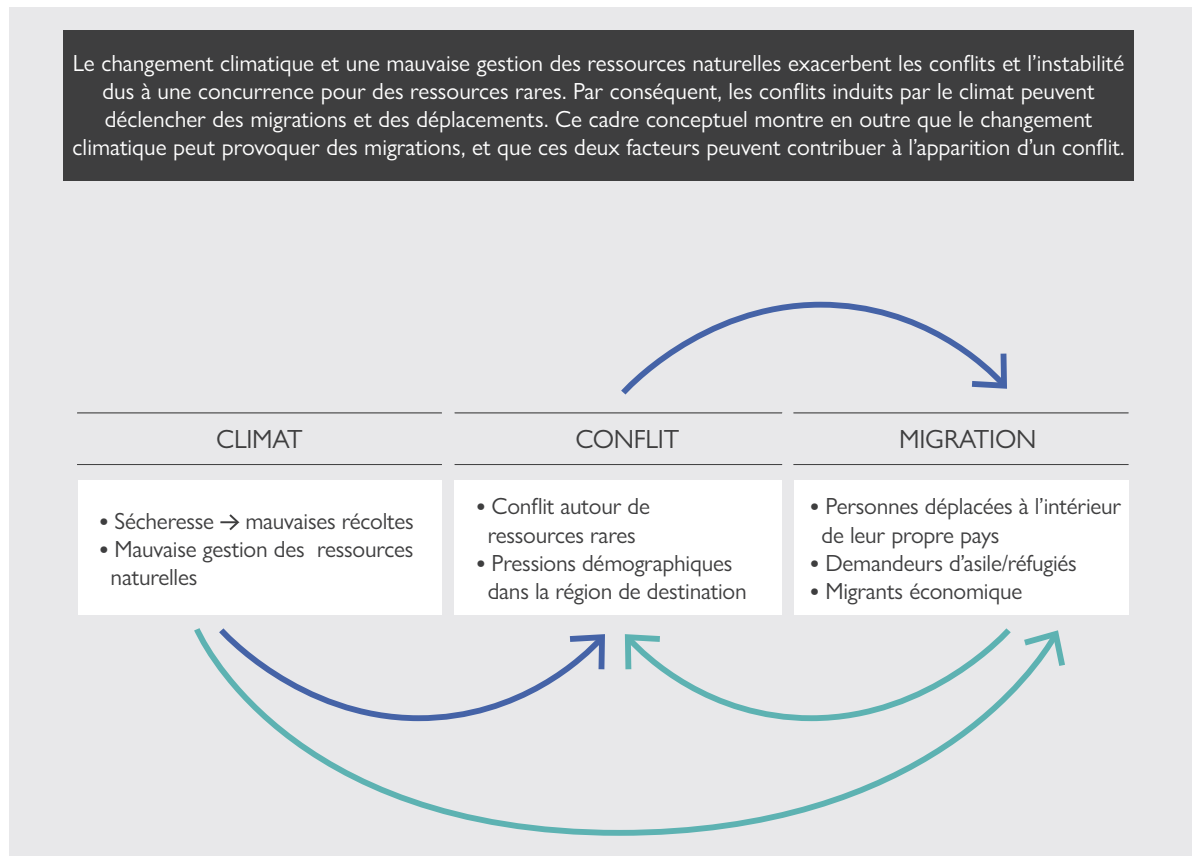
L'idée selon laquelle le climat et les facteurs environnementaux sont des moteurs de la migration a été acceptée et intégrée dans des documents et des cadres internationaux sur la migration, tels que le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Toutefois, la méconnaissance générale des relations complexes entre la dégradation de l'environnement, les conflits et la migration reste un défi majeur, qui concerne également les mesures nécessaires pour y remédier. Or, une meilleure connaissance s'impose, et il faut agir. Après un bref examen de la littérature sur le changement climatique, l'environnement et la migration (partie II) et une description des principaux problèmes liés à ce phénomène dans les pays qui se trouvent sur la route de la Méditerranée centrale (partie III), nous proposons que la restauration des sols soit la mesure à prendre pour s'attaquer au problème, puis nous présenterons la façon dont les pays africains ont agi en adoptant une initiative intergouvernementale (partie IV).

## 26.2. Changement climatique, environnement et migration : Méthodes et défis

Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur le changement climatique (GIEC) (2014), le changement climatique et la variabilité du climat devraient aggraver la pauvreté, l'insécurité alimentaire, les inégalités, la violence et les conflits. Les interactions entre le climat, les conflits et la migration sont complexes, et la littérature scientifique sur le sujet n'en est encore qu'à ses premiers balbutiements et livre des résultats contrastés. Beine et Parsons (2015) ont inclus les variables de la violence et du changement climatique dans leur modèle sur la migration et ont trouvé que l'incidence accrue de la violence correspond à un accroissement des flux migratoires. Pour sa part, Reuveny (2007) a analysé 38 cas, depuis les années 1930, dans lesquels des changements environnementaux ont déclenché une migration massive, et a conclu que 19 d'entre eux avaient abouti à une forme ou une autre de conflit dû à la concurrence pour des ressources rares.

S'il a été relativement facile de trouver des preuves que la migration est influencée par les conflits, il a été difficile de trouver des éléments démontrant que le changement climatique et la pression environnementale provoquent des migrations dues à un conflit (Abel *et al.*, 2019). En s'appuyant sur la littérature relative aux liens entre le climat et les conflits, et entre les conflits et la migration, Abel *et al.* (2019) ont conçu un cadre (figure 26.1) qui met en évidence les interactions entre conflits, changement climatique et migration.

**Figure 26.2.** Modèle conceptuel des corrélations entre le climat, les conflits et la migration



Source : Abel *et al.*, 2019.

La figure 26.2 montre comment le changement climatique et une mauvaise gestion des ressources naturelles exacerbent les conflits et l'instabilité dus à une concurrence pour des ressources rares. Par conséquent, les conflits induits par le climat peuvent déclencher des migrations et des déplacements. Ce cadre conceptuel montre en outre que le changement climatique peut provoquer des migrations, et que ces deux facteurs peuvent contribuer à l'apparition d'un conflit. Pour Abel *et al.* (2019), il est de toute importance d'analyser la structure de causalité de la relation entre le climat, les conflits et la migration en deux étapes : en étudiant tout d'abord la manière dont le climat influe sur les conflits, puis en examinant la façon dont les conflits déclenchent des migrations.

Tout en décrivant leur modèle conceptuel, Abel *et al.* (2019) mettent aussi en garde contre les problèmes rencontrés dans la littérature sur le changement climatique, l'environnement et la migration. Ils soulignent en particulier que la plupart des études effectuées au niveau macro utilisent des modèles linéaires dans lesquels les facteurs de migration (comme le climat, les facteurs politiques, les conditions économiques et les conflits) sont évalués simultanément. L'impact spécifique du changement climatique sur la migration est ensuite isolé, souvent à l'aide de modèles à variables multiples (Piguet, 2010).

Le manque général de données empiriques est un obstacle de taille pour mesurer la migration due au climat et à l'environnement (Gemene, 2011). Selon Raleigh *et al.* (2008), la science du changement climatique et les travaux de recherche sur la migration sont souvent difficiles à comparer à cause de discordances d'échelle (les constatations empiriques sur la migration portent souvent sur des relations agrégées, tandis que les prédictions sur le climat sont locales et de portée réduite), de discordances temporelles (les modèles sur la migration sont généralement statiques, tandis que ceux sur le climat sont plutôt dynamiques), et du traitement des prévisions (les modèles probabilistes sont rares dans les travaux sur la migration, mais courants dans la recherche en climatologie). Une méthode de recherche courante appliquée pour identifier les « signaux » environnementaux possibles dans les schémas migratoires consiste

à combiner les jeux de données sur l'environnement avec les données de recensement existantes, en comparant le moment où apparaissent des changements dans les conditions environnementales et celui où se produisent des mouvements migratoires d'individus et de ménages (Fussell *et al.*, 2014).

Un autre aspect problématique tient à l'optique adoptée pour la recherche. Par exemple, Gemenne (2011) souligne que l'importance prise par le changement climatique parmi les préoccupations internationales a occulté les recherches sur d'autres types de facteurs environnementaux. En conséquence, de nombreuses études partent du principe que ce qui est vrai pour la migration due au changement climatique s'applique aussi à d'autres facteurs environnementaux. En outre, l'essentiel de la littérature sur le sujet porte sur trois grands aspects : le poids des facteurs environnementaux dans la décision de migrer, le nombre de personnes susceptibles d'être déplacées, et les problèmes juridiques et humanitaires posés par ces nouveaux flux de migrants (Gemenne, 2013).

Enfin, les projections s'appuient aussi sur des hypothèses discutables, car la plupart d'entre elles se contentent de tenir compte du nombre de personnes qui quitteraient une zone « à risque » pour estimer le nombre de migrants potentiels (Ionesco *et al.*, 2017).

## 26.3. Migration due au changement climatique et environnemental sur la route de la Méditerranée centrale

Un examen des études de cas menées dans les pays situés le long de la route de la Méditerranée centrale fait apparaître que la migration internationale ou sur de longues distances a tendance à diminuer en période de sécheresse, parce qu'il est plus difficile d'investir dans des migrations vers des destinations lointaines pendant les périodes d'inactivité (Henry *et al.*, 2004a) ou parce les intéressés espèrent rentrer chez eux une fois la pluie de retour. Cette observation a été confirmée par des études menées au Burkina Faso, où les personnes originaires de régions plus arides ont plus de chance de migrer de façon temporaire ou permanente vers d'autres zones rurales (Henry *et al.*, 2004b) ; et au Mali, où la migration pendant la sécheresse a été limitée à des destinations proches plutôt qu'à des destinations internationales (Findley, 1994). L'étude de Bleibaum (2009) consacrée à deux villages du bassin arachidier au Sénégal a révélé que dans les villages les plus riches, des habitants migraient vers les grandes villes ou en Europe, et pour une longue durée, tandis que dans les villages plus pauvres, les habitants ne migraient que de manière saisonnière, et uniquement vers les villes. Toutes les personnes interrogées originaires de régions arides ont dit qu'elles partiraient (pour une ville ou à l'étranger) si la vie dans le village – qui dépendait de l'agriculture – n'était plus possible, tandis que celles qui vivaient près du fleuve, où l'agriculture irriguée était possible, ont répondu qu'elles resteraient.

Au Niger, au Sénégal et au Bénin, les migrations prennent souvent la forme de voyages fragmentés, où le franchissement de la frontière n'est qu'une étape d'un itinéraire plus long. Pour diversifier les revenus et subvenir aux besoins de la famille, les ménages envoient l'un des leurs en ville afin de recevoir des rapatriements de fonds pour pouvoir faire face aux difficultés (Jonsson, 2010). Selon Afifi (2011), la dégradation de l'environnement a un impact considérable sur la migration au Niger. Bien que la migration saisonnière fasse partie de la culture du pays, la migration de longue durée ou permanente devient plus fréquente à cause des effets du changement climatique. La migration vers l'Europe n'est pas un rêve courant parmi les Nigériens. Ceux-ci préfèrent généralement rester sur leur terre, mais lorsque les conditions environnementales se détériorent, les jeunes ruraux n'ont d'autre choix que de partir vivre et travailler ailleurs. Selon Mounkaila (2002), c'est une pénurie alimentaire chronique qui conduirait à l'abandon permanent d'une région à l'environnement dégradé. Il s'agit d'une solution de dernier recours car l'immobilité déboucherait sur la mort par inanition.

La Guinée, la Gambie, la Côte d'Ivoire, le Nigéria et le Sénégal, pays côtiers, sont aussi très vulnérables aux changements environnementaux que sont l'érosion côtière, la salinisation des sols et la dégradation des terres. Le Sénégal arrive au huitième rang des pays dans le monde qui sont les plus exposés à l'élévation du niveau de la mer

(Amara *et al.*, 2019). Alors qu'un nombre croissant de pêcheurs ont dû quitter leur maison et abandonner leur équipement à cause de la hausse du niveau de la mer, l'émigration massive des jeunes au départ des terres arides environnantes conduit souvent à l'abandon de terres (Government Office for Sciences, 2011 ; Hunter et Nawrotzki, 2016). Au Nigéria, une étude de 2011 a montré que les habitations de 9,7 millions de personnes risquaient d'être touchées par l'élévation du niveau de la mer en 2050 (Wheeler, 2011).

Cependant, c'est le recul des perspectives économiques qui représente le principal risque dû au climat pour le Nigéria. Au total, 60 % de la population nigériane et trois quarts de ses chômeurs ont moins de 30 ans. Les données montrent que les jeunes laissés pour compte qui sont privés de ressources et de perspectives économiques ont plus tendance à rejoindre des groupes violents non étatiques (Langer et Ukiwo, 2011), tels que des forces paramilitaires. C'est également au Nigéria qu'il apparaît que la dynamique climat-migration contribue à l'intensification de la violence et des conflits. Le rétrécissement du lac Tchad représente une menace pour plus de 15 millions de Nigériens vivant dans la région, mais aussi pour une dizaine de millions de personnes qui vivent dans les autres pays riverains du lac (Akubor, 2017). Abbass (2012) fait valoir que l'exacerbation de la vulnérabilité et des conflits dans le nord du Nigéria est une conséquence à la fois des effets du changement climatique et de la sécheresse, qui aboutit à une concurrence entre agriculteurs et éleveurs pour les pâturages et les terres agricoles. Les altérations de l'environnement et la rareté des ressources ont aggravé les relations des éleveurs avec les agriculteurs, ainsi que l'intensité et l'ampleur des mouvements des éleveurs vers le sud. Cet exode en quête de pâturages a provoqué des conflits et une violence généralisés (Akubor, 2017).

Au Ghana, l'environnement a été gravement touché par le changement climatique ces 10 à 15 dernières années ; les catastrophes naturelles sont devenues plus fréquentes, ce qui a intensifié la migration depuis les régions plus arides du nord vers les terres plus riches du sud, (Sow *et al.*, 2014), ainsi que vers les zones urbaines. Malgré un coût de la vie plus élevé, Kumasi et Accra attirent les migrants, qui pensent y trouver des possibilités d'emploi et d'éducation (Paone et Richmond, 2017). Si de nombreux migrants considèrent que leur décision de migrer est motivée par des raisons économiques et de sécurité alimentaire, les facteurs initiaux de migrer tiennent à la dégradation des terres et aux effets du changement climatique (Warner *et al.*, 2012). Des données font apparaître que lorsque les agriculteurs maîtrisent la disponibilité en eau grâce aux systèmes d'irrigation et gagnent plus par hectare cultivé, la propension à migrer diminue (Bawakyillenuo et Alfred, 2013).

Sanfo et Fonta (2017) ont étudié l'incidence des facteurs environnementaux sur la migration des agriculteurs entre villages dans 12 villages du sud-ouest du Burkina Faso, et ont constaté que la dégradation des terres, l'insécurité foncière et le manque de pluie étaient les principaux facteurs de migration due à l'environnement. Près de 90 % des personnes interrogées ont estimé que leur décision de migrer était principalement motivée par l'existence de terres productives, et 74 % ont déclaré que la terre était devenue infertile dans leur village en comparaison avec la fertilité des terres de la zone d'accueil. L'étude conclut qu'il est important d'élaborer des politiques portant sur l'adaptation et la restauration des terres, afin de réduire la dégradation de l'environnement qui exerce une pression trop lourde sur les ressources des terres agricoles.

La restauration des terres et leur gestion durable peuvent donc permettre de réduire effectivement les effets négatifs du changement climatique et de la dégradation de l'environnement sur la pauvreté rurale – et donc sur la migration potentielle – en augmentant le revenu des ménages et en diversifiant les moyens de subsistance, en créant et en améliorant les possibilités d'emploi, et en réduisant les inégalités sociales et entre les sexes (IPBES, 2018, p. 353 ; Adams *et al.*, 2016).

## 26.4. Restaurer les terres dégradées pour lutter contre les causes profondes de la migration

Le discours sur les causes profondes de la migration repose sur l'idée que la migration vers l'Europe est principalement motivée par des facteurs économiques et que, dès lors, l'amélioration des perspectives économiques dans les pays d'origine réduira la migration (Fine et al., 2019). Pour que les responsables politiques et les décideurs continuent de s'entendre sur la nécessité d'investir dans le développement des économies locales et dans l'élargissement des possibilités offertes à ceux qui désirent rester mais ne peuvent le faire, il est fondamental de reconnaître que les causes profondes de la migration vont au-delà des facteurs économiques. Le changement climatique, la dégradation de l'environnement et les conflits dus au climat sont des facteurs déterminants qui contraignent à migrer.

Les mesures qui établissent des liens entre la gestion durable des terres et les politiques et pratiques de gestion des migrations se sont révélées efficaces pour créer des possibilités intéressantes pour les migrants et les communautés (OIM et CNUCLD, 2019). Il est fondamental de faire en sorte que la gestion durable des terres et la restauration des écosystèmes soient compatibles avec la création d'emplois dignes et attrayants, pour éviter et réduire la migration due au climat et à l'environnement.

Toutefois, les conditions de travail dans les zones rurales sont souvent précaires parce que les emplois sont la plupart du temps informels, sans contrat écrit et sans, voire aucune, protection sociale (Deotti et Estruch, 2016). Pour retenir et attirer les jeunes ruraux de plus en plus désenchantés à la perspective de travailler dans des zones rurales, il faut impérativement améliorer la qualité des emplois, en particulier pour ceux qui sont les moins protégés, qui sont peu rémunérés et qui se trouvent en bas de l'échelle (OIT, 2017) ; garantir leur accès à la terre ; et protéger leurs droits fonciers.

L'Initiative sur la soutenabilité, la stabilité et la sécurité (Initiative 3S) procède d'un nouvel effort énergique pour transformer les terres dégradées en une possibilité inclusive et génératrice de revenus, capable de créer les millions d'emplois nécessaires pour favoriser la stabilité et le développement durable. Il s'agit d'une initiative pilotée par des États, lancée par le Maroc et le Sénégal lors du Sommet africain de l'action organisé par les chefs d'État et de gouvernement (Marrakech, novembre 2016) pour faire entendre la voix de l'Afrique dans le débat sur les facteurs environnementaux de la migration et de l'instabilité sur le continent.

L'Initiative 3S vise deux grands objectifs : a) lutter contre le changement climatique en augmentant la superficie des terres arables et des forêts en Afrique, ce qui nécessite des investissements dans la restauration et la gestion durable des terres dégradées ; et b) réduire les pressions migratoires en créant de nouveaux emplois ruraux en Afrique grâce aux investissements dans l'agriculture, l'agro-industrie et la foresterie. L'accent est mis sur l'emploi des jeunes, des migrants, des populations déplacées et des personnes ciblées par les groupes extrémistes.

Cette initiative est unique en ce sens qu'elle s'attaque aux problèmes interdépendants qui menacent la durabilité, la stabilité et la sécurité sur le continent africain, à savoir le changement climatique et les pressions migratoires. Les 14 pays africains qui y participent à ce jour (le Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, le Ghana, le Mali, le Maroc, le Niger, le Nigéria, la République centrafricaine, le Rwanda, le Sénégal, le Tchad, la Zambie et le Zimbabwe) ont élaboré des projets pour atteindre les objectifs précités. Il est prévu de mettre en œuvre les activités suivantes : restauration de terres agricoles dégradées et de forêts ; protection et gestion des bassins hydrographiques ; aide au démarrage pour les agriculteurs sous la forme de subventions en espèces, d'outils agricoles et de formations ; transfert des droits fonciers aux agriculteurs individuels ; incitations financières pour la création d'entreprises privées dans l'agro-industrie et la foresterie ; aide aux groupements de villages afin de renforcer la production agricole locale ; et création d'écovillages pour promouvoir le tourisme écologique.

Dans les terres arides, les efforts de restauration se heurtent souvent à plusieurs limites, dont la sécheresse et la faible productivité du sol. Étant donné que les projections relatives au changement climatique prévoient une augmentation des sécheresses et des vagues de chaleur plus fortes dans de nombreuses régions arides, les écosystèmes doivent devenir plus résilients aux chocs, aux conditions météorologiques défavorables, à la faible disponibilité de l'eau et au changement du régime des précipitations. Il existe des technologies permettant de réintroduire des plantes

indigènes et de rétablir les fonctions essentielles des écosystèmes, mais les projections relatives au changement climatique laissent planer d'importantes incertitudes quant à la durabilité des pratiques de restauration actuelles. On manque aujourd'hui de connaissances sur les limites d'adaptation et l'inadaptation potentielle aux effets combinés du changement climatique et de la désertification. Des formes extrêmes de désertification peuvent conduire à la perte complète de la productivité des terres, limitant les possibilités d'adaptation. Certaines options d'adaptation peuvent avoir de graves conséquences pour l'environnement, telles que la salinisation du sol due à l'irrigation ou la diminution de la nappe phréatique causée par une surextraction. La durabilité économique, sociale et environnementale est le but ultime de toutes les activités de restauration prévues par l'Initiative 3S, mais il n'existe pas de recette miracle. Les activités de restauration nécessitent une approche inclusive faisant intervenir des décideurs à tous les niveaux. Un dialogue entre les multiples secteurs et parties prenantes est crucial pour lutter contre les causes de la dégradation des terres, améliorer les politiques, choisir les sites de restauration, garantir les droits fonciers, soutenir les marchés et attirer les investissements.

Les pays participant à l'Initiative 3S estiment que la cohésion sociale, la paix et la prospérité peuvent être assurées en permettant aux jeunes et à d'autres groupes vulnérables d'accéder à la terre et en garantissant leurs droits fonciers, ainsi qu'en investissant dans la restauration des terres et les infrastructures rurales. Le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNUCLD) et les coprésidents ont déployé d'importants efforts pour : a) établir un réseau de hauts responsables/« sherpas » (conseillers des chefs d'État et de gouvernement) qui ont dirigé les actions de sensibilisation et veillé à ce que le couple changement climatique et migration soit pris en compte dans les processus internationaux relatifs à la migration, tels que le Pacte mondial sur les migrations, le Plan d'action conjoint de La Valette, le Processus de Rabat et les décisions de la Conférence des Parties de la CNUCLD ; et b) instaurer un fonds fiduciaire multidonateurs domicilié dans une banque de développement pour mettre en œuvre l'Initiative. Cette mise en œuvre est aux premiers stades. Les pays s'emploient à élaborer des stratégies nationales pour identifier les zones cibles et les groupes vulnérables, ainsi que les feuilles de route destinées à créer les nouvelles possibilités d'emploi.

Dans le cadre de l'Initiative 3S, l'OIM met en œuvre un projet de stabilisation communautaire soutenu par la CNUCLD. Ce projet vise à assurer la réintégration des migrants et à lutter contre la radicalisation par la création d'emplois ayant un rapport avec la restauration des terres dégradées et de leur base productive à Agadez, au Niger. Agadez a été choisie pour être le « site de démonstration » de l'Initiative 3S parce que la région est particulièrement touchée par la désertification et que sa population survit depuis des années grâce à des activités économiques liées à la migration, telles que les services de restauration, de transport et d'hébergement pour les migrants en transit. Le durcissement des politiques d'immigration a fait diminuer le revenu des personnes qui offrent ces services (comme le logement, les transports et autres prestations similaires) aux migrants, et les autorités locales craignent que la pénurie d'emplois débouche sur le « terrorisme de prestations » et conduise des individus à accepter par désespoir de travailler pour des groupes radicalisés en échange d'une rémunération. À ce jour, 200 hectares de terres ont été sélectionnés pour une expérimentation modèle de restauration visant à créer des emplois verts sur la base d'une gestion durable des terres, d'un impact réduit sur l'environnement et de conditions de travail décentes. Sur ces 200 hectares, 30 ont été restaurés et alloués aux bénéficiaires retenus (jeunes chômeurs, anciens passeurs et migrants de retour). Chaque bénéficiaire a reçu des autorités un hectare de terre pour pratiquer des activités rémunératrices. Le maraîchage dépend beaucoup des saisons, certaines étant moins rentables que d'autres. De ce fait, chacun d'eux reçoit jusqu'à la fin du projet une indemnité mensuelle de 60 000 francs CFA pendant deux ans, ce qui correspond au temps jugé nécessaire pour restaurer les terres dégradées et pouvoir tirer un revenu du produit de la terre. Sur le même espace, 500 migrants ouest-africains ont été formés à la gestion durable des terres, tout en résidant dans le centre de transit de l'OIM et en attendant de retourner dans leur pays d'origine. Grâce à la formation technique et aux sessions pratiques offertes sur les parcelles de terrain qui leur ont été allouées par la ville d'Agadez, les participants ont acquis de nouvelles compétences dans la perspective de leur retour dans leur pays d'origine, où les gouvernements centraux et locaux sont censés accorder des concessions sur des terres aux migrants de retour qui ont été formés.



## 26.5. Conclusions

La crise politique en Europe autour de la question des migrations a amené les efforts de développement internationaux à s'intéresser à nouveau aux rapports avec les pays africains situés le long des routes migratoires. De la sorte, il a été possible de promouvoir des investissements stratégiques dans des secteurs et des programmes productifs, en vue de créer des emplois. Cependant, pour que ces investissements portent du fruit à moyen et à long terme, il importe que le dialogue avec les pays d'origine et de transit ne soit pas circonscrit aux « causes profondes » mais tienne compte du rôle crucial que joue le changement climatique et environnemental dans l'équation.

Pour cela, il faut reconnaître que des personnes peuvent être contraintes de quitter leur pays d'origine à cause de leur exposition à des aléas liés au climat et à une dégradation de l'environnement qui portent préjudice à leurs moyens de subsistance et augmentent le chômage rural. Une amélioration des perspectives économiques dans les pays d'origine ne suffira pas à réduire la migration si des politiques et des stratégies efficaces ne sont pas mises en œuvre pour atténuer les effets du climat et de la dégradation de l'environnement et s'y adapter, y compris en restaurant des terres et des écosystèmes.

Il ne suffit pas non plus de relier les objectifs en matière de gestion des migrations aux programmes de réduction de la pauvreté préexistants. Une approche globale qui tient compte de la nécessité de s'adapter au changement climatique, de restaurer les biens naturels dégradés et de créer des alternatives à la migration forcée s'impose. Si les initiatives de grande ampleur sur la migration, le développement et l'environnement ne parviennent pas à atteindre leurs objectifs, les approches de la migration fondées sur des considérations sécuritaires pourraient prévaloir, obligeant de nombreuses personnes à migrer en empruntant des voies irrégulières pour survivre.

- Abbass, I. M.  
2012 No Retreat No Surrender: Conflict for Survival between Fulani Pastoralists and Farmers in Northern Nigeria. *European Scientific Journal*, vol. 8, n° 1.
- Abdelali-Martini, M. et R. Hamza  
2014 How do migration remittances affect rural livelihoods in drylands? *Journal of International Development*, vol. 26, n° 4, pp. 454-470.
- Abel, G. J., M. Brottrager, J. Crespo Cuaresmac et R. Muttarak  
2019 Climate, conflict and forced migration. *Global Environmental Change*, vol. 54, pp. 239-249.
- Adams, W. M., I. D. Hodge, N. A. Macgregor et L. C. Sandbrook  
2016 Creating Restoration Landscapes: Partnerships in Large-Scale Conservation in the UK. *Ecology and Society*, vol. 21, n° 3.
- Afi, T.  
2011 Economic or environmental migration? The push factors in Niger. *International Migration*, vol. 49, pp. 95-124.
- Akubor, E. O.  
2017 Climate Change, Migration and Conflict: A Historical Survey of People of Northern Nigeria and their Neighbors from the period of the Mega Chad. *Localities*, vol. 7, pp. 9-41.
- Amara, R., M. Diop, C. Diop et B. Ouddane  
2019 Chapitre 37 – The Senegalese Coastal and Marine Environment. In: *World Seas: An Environmental Evaluation*. Troisième édition (Charles Sheppard, dir. publ.). Academic Press, Cambridge, pp. 855-873.
- Barbier, B., H. Yacouba, H. Karambiri, M. Zoroméand et B. Somé  
2009 Human vulnerability to climate variability in the Sahel: Farmers' adaptation strategies in northern Burkina Faso. *Environmental Management*, vol. 43, n° 5, pp. 790-803.
- Bawakyillenuo, S. et K. B. Alfred  
2013 The trajectories of irrigated agriculture and rural development in Northern Ghana. In: *Rural Development in Northern Ghana* (J. A. Yaro, dir. publ.). Nova Science Publishers Inc., United Kingdom edition, New York, pp. 123-146.
- Beine, M. et C. Parsons  
2015 Climatic factors as determinants of international migration. *Scandinavian Journal of Economics*, vol. 117, pp. 723-767.

- Bleibaum, F.  
2009 Senegal Case Study Report. EACH-FOR Environmental Change and Forced Migration Scenarios.
- Cai, R., S. Feng, M. Oppenheimer et M. Pytlikova  
2016 Climate variability and international migration: the importance of the agricultural linkage. *Journal of Environmental Economics and Management*, vol. 79, pp. 135-151.
- Cattaneo, C. et G. Peri  
2016 The migration response to increasing temperatures. *Journal of Development Economics*, vol. 122, pp. 127-146.
- Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD)  
2017 Perspectives territoriales mondiales, première édition. Bonn, Allemagne.
- Deotti, L. et E. Estruch  
2016 Addressing Rural Youth Migration at Its Root Causes: A Conceptual Framework. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.
- Descroix, L. et L. Lambert  
2018 Changements climatiques et essor djihadiste au Sahel : une approche critique pour des solutions adaptées. Regards géopolitiques. Conseil québécois d'études géopolitiques.
- Findley, S. E.  
1994 Does drought increase migration? A study of migration from rural Mali during the 1983-1985 droughts. *International Migration Review* vol. 28, n° 3, pp. 539-553.
- Fine S., S. Dennison et R. Gowan  
2019 False Moves: Migration and Development Aid. Policy brief. Conseil européen pour les relations internationales.
- Fussell, E., L. M. Hunter et C. Gray  
2014 Measuring the Environmental Dimensions of Human Migration: The Demographer's Toolkit. *Global Environmental Change*, vol. 28, pp. 182-191.
- Gemenne, F.  
2011 How They Became the Face of Climate Change: Research and policy interactions in the birth of the "environmental migration" concept. In: *Migration, Environment and Climate Change* (E. Piguet, A. Pecoud et P. de Guchteneire, dir. publ.). Cambridge University Press, Cambridge, pp. 225-259.  
2013 Migration doesn't have to be a failure to adapt: An escape from environmental determinism. *Climate Adaptation Futures*. pp. 235-241. 10.1002/9781118529577.ch22.
- Gemenne, F. et J. Blocher  
2017 How Can Migration Serve Adaptation to Climate Change? Challenges to Fleshing out a Policy Ideal. *The Geographical Journal*, vol. 183, n° 4, pp. 336-347. Disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.1111/geoj.12205> (consulté le 23 mai 2020).
- Government Office for Science  
2011 Foresight. Migration and Global Environmental Change. Final Project Report, Government Office for Science, Londres.
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)  
2014 Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Vol 1. Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni.  
2019 IPCC Special Report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems: Summary for Policymakers. Disponible à l'adresse : [www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/08/4.-SPM\\_Approved\\_Microsite\\_FINAL.pdf](http://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/08/4.-SPM_Approved_Microsite_FINAL.pdf).

- Guichard, F., L. Kergoat, F. Hourdin, C. Léauthaud, J. Barbier, E. Mougin et B. Diarra  
2015 Le réchauffement climatique observé depuis 1950 au Sahel. Les sociétés rurales face aux changements climatiques et environnementaux en Afrique de l'Ouest.
- Henry, S., V. Piche, D. Ouedraogo et E. F. Lambin  
2004a Descriptive analysis of the individual migratory pathways according to environmental typologies. *Population and Environment*, vol. 25, n° 5, pp. 397-422.
- Henry, S., B. Schoumaker et C. Beauchemin  
2004b The impact of environmental conditions on migration in Burkina Faso: an event-history analysis, *Population and Environment*, vol. 25, n° 5, pp. 423-460.
- Hunter, L. M. et R. Nawrotzki  
2016 Migration and the Environment. In: *International Handbook of Migration and Population Distribution* (M.J. White, dir. publ.), pp. 465-484. Springer, New York.
- Indice de la faim dans le monde  
2019 Disponible à l'adresse : [www.globalhungerindex.org/results.html](http://www.globalhungerindex.org/results.html) (consulté le 23 mai 2020).
- Ionesco, D., D. Mokhnacheva et F. Gemenne  
2017 *Atlas des migrations environnementales*. OIM, SciencePo Les presses.
- Jonsson, G.  
2010 The environmental factor in migration dynamics – a review of African case studies. International Migration Institute Working Papers. University of Oxford.
- Langer, A. et U. Ukiwo  
2011 Horizontal Inequalities and Militancy: The Case of Nigeria's Niger Delta. In: *Overcoming Persistent Poverty and Inequality: Essays in Honour of Frances Stewart* (V. Fitzgerald, J. Heyer et R. Thorp, dir. publ.). Palgrave Macmillan, Basingstoke, Royaume-Uni.
- Morice, C. P., J. J. Kennedy, N. A. Rayner et P. D. Jones  
2012 Quantifying uncertainties in global and regional temperature change using an ensemble of observational estimates: The HadCRUT4 data set. *Journal of Geophysical Research*, vol. 117, D08101.
- Mounkaila, H.  
2002 De la migration circulaire à l'abandon du territoire local dans le Zarmaganda (Niger). *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 18, n° 2.
- Niang, I., O. C. Ruppel, M. A. Abdrabo, A. Essel, C. Lennard, J. Padgham et P. Urquhart  
2014 *Africa*. Cambridge, University Press, Cambridge, Royaume-Uni et New York, pp. 1199-1265.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) et Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNUCLD)  
2019 *Addressing the Land Degradation–Migration Nexus: The Role of the United Nations Convention to Combat Desertification*. OIM, Genève. Disponible à l'adresse : <https://environmentalmigration.iom.int/addressing-land-degradation-%E2%80%93-migration-nexus-role-united-nations-convention-combat-desertification> (consulté le 23 mai 2020).
- Organisation internationale du Travail (OIT)  
2017 Decent Jobs for Rural Youth. Genève. Disponible à l'adresse : [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/-ed\\_emp/documents/article/wcms\\_582524.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/-ed_emp/documents/article/wcms_582524.pdf).
- Paone, J. et J. W. Richmond  
2017 The migration, environment and climate change nexus in Ghana. IOM Migration, Environment and Climate Change: Policy Brief Series, vol. 3, n° 3.

- Piguet, E.  
2010 Linking climate change, environmental degradation, and migration: a methodological overview. *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, vol. 1, pp. 517-524.
- Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)  
2018 The IPBES Assessment Report on Land Degradation and Restoration. Bonn, Allemagne.
- Rain, D.  
1999 Eaters of the dry season: circular labor migration in the West African Sahel. Westview Press, Boulder, Colorado.
- Raleigh, C., L. Jordan et I. Salehyan  
2008 Assessing the Impact of Climate Change on Migration and Conflict. Groupe de la Banque mondiale.
- Reuveny, R.  
2007 Climate change-induced migration and violent conflict. *Political Geography*, vol. 26, n° 6, pp. 656-673.
- Sanfo, S. et W. M. Fonta  
2017 Climate- and Environment-Induced Intervillage Migration in Southwestern Burkina Faso, West Africa. *American Meteorological Society, Weather, Climate and Society*, vol. 9, pp. 823-836.
- Sartori, N. et D. Fattibene  
2019 Human Security and Climate Change. Vulnerabilities in the Sahel. Euromesco Policy Brief n° 94, 1<sup>er</sup> mars.
- Sow, P., S. A. Adaawen et J. Scheffran  
2014 Migration, social demands and environmental change among the Frafra of Northern Ghana and the Biali in Northern Benin. *Sustainability*, vol. 6, n° 1, pp. 375-398.
- Vizy, E. K. et K. H. Cook  
2012 Mid-Twenty-First-century Changes in Extreme Events over Northern and Tropical Africa. *Journal of Climate*, vol. 25, pp. 5748-5767.
- Warner, K., T. Afifi, K. Henry, T. Rawe, C. Smith et A. De Sherbinin  
2012 Where the Rain Falls (Là où tombe la pluie) : Changement climatique, sécurité alimentaire et des moyens de subsistance et migration : Un projet d'étude conduit dans 8 pays pour mieux comprendre les précipitations, la sécurité alimentaire et les mouvements de populations. CARE France et Université des Nations Unies.
- Wheeler, D.  
2011 Quantifying Vulnerability to Climate Change: Implications for Adaptation Assistance. Center for Global Development, Washington, D.C.